



Mouvement contre le **R**acisme et pour l'**A**mitié entre les **P**euples

43 boulevard de Magenta - 75010 Paris

01 53 38 99 82 - www.mrap.fr - mrap@mrap.fr

[@MrapOfficiel](https://twitter.com/MrapOfficiel) [@MRAPOfficielNational](https://www.facebook.com/MRAPOfficielNational)

Cette tribune est le fruit d'un constat partagé et d'une préoccupation collective de nombreux acteurs de la société civile en France : mouvements sociaux, organisations de défense des droits humains, syndicats, organisations de solidarité internationale. Certaines de ces organisations sont néanmoins contraintes de demeurer anonymes et ne peuvent apposer leur signature car cette dernière risquerait de mettre en danger leurs partenaires indiens.

Alors que Narendra Modi, Premier Ministre de l'Inde, a été désigné comme l'invité d'honneur de la fête nationale du 14 juillet prochain- censée célébrer les droits humains¹ - nous, organisations de la société civile, faisons part de nos vives inquiétudes face à la restriction majeure de l'espace civique, aux atteintes aux droits humains et aux violences récurrentes en Inde, en particulier à l'encontre des minorités notamment religieuses. Nous appelons la France, précisément en sa qualité d'« amie » et alliée « de confiance » de l'Inde² depuis 25 ans, à s'exprimer fermement contre ces abus et à jouer un rôle moteur au sein de l'Union européenne afin que celle-ci enjoigne l'Inde à les faire cesser sans délai.

En effet, depuis l'accession au pouvoir du Bharatiya Janata Party (BJP), parti d'extrême droite nationaliste hindou en 2014, la situation des droits humains et des libertés fondamentales en Inde ne cesse de se détériorer. La répression et la violence d'État subies par les minorités, en particulier les minorités religieuses, ethniques ou encore de genre, et toute la société civile, les journalistes, les avocat·e·s ou les syndicalistes ne cesse de croître. Elle se traduit de différentes façons, en particulier les arrestations et intimidations de militant·e·s, les « cas fabriqués » contre des leaders communautaires ou des défenseur·e·s des droits humains, les assassinats de journalistes et les attaques multiformes contre les ONG critiques. On constate également la multiplication des accusations de « sédition » et de « terrorisme » ou encore l'imposition d'un langage et d'un récit stigmatisant, marquant la volonté d'isoler ces forces citoyennes du reste de la nation en les accusant d'être des « traîtres à la patrie » ou autres « agent·e·s de l'étranger ». En outre, les attaques contre les législations obtenues de haute lutte et marquant de premières avancées se multiplient, avec la non-application et le détricotage des lois de protection des travailleur·euse·s, de l'environnement et des populations marginalisées et historiquement opprimées (Dalits, Adivasis, minorités religieuses, etc.).

L'Inde ne cesse de régresser dans tous les classements internationaux relatifs aux droits humains, quel que soit l'angle d'analyse retenu. Selon les dernières études, elle se classe 160ème sur 180 pays au Classement mondial de la liberté de la presse de 2023³, 180ème selon l'Indice de Performance Environnementale de 2022, 132ème selon l'Indice de Développement Humain du PNUD⁴ de 2021⁵, 107ème selon de l'indice sur la faim dans le Monde, ⁶ 135ème selon l'Indice Mondial sur l'écart entre les genres⁷, 135ème selon l'Indice Global sur la Paix (Global Peace Index) de 2022,⁸ etc.

Les dérives autoritaires du régime et ses attaques répétées contre les institutions publiques et les contre-pouvoirs (universités, justice, médias) nous interpellent, d'autant que des pans entiers de la

1 <https://www.gouvernement.fr/le-14-juillet-jour-de-fete-nationale-depuis-1880>

2 <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/inde/relations-bilaterales/>

3 <https://rsf.org/fr/classement>

4 Programme des Nations Unies pour le Développement

5 <https://hdr.undp.org/system/files/documents/global-report-document/hdr2021-22frpdf.pdf>

6 <https://www.globalhungerindex.org/ranking.html>

7 [https://www3.weforum.org/docs/WEF_GGGR_2022.pdf?](https://www3.weforum.org/docs/WEF_GGGR_2022.pdf?_gl=1*1yovf7x*_up*MQ..&gclid=EAlalQobChMkZyM2r_C_wIVQpRoCR00JQZpEAAYASAAEgKm3vD_BwE)

[_gl=1*1yovf7x*_up*MQ..&gclid=EAlalQobChMkZyM2r_C_wIVQpRoCR00JQZpEAAYASAAEgKm3vD_BwE](https://www3.weforum.org/docs/WEF_GGGR_2022.pdf?_gl=1*1yovf7x*_up*MQ..&gclid=EAlalQobChMkZyM2r_C_wIVQpRoCR00JQZpEAAYASAAEgKm3vD_BwE)

8 <https://www.economicsandpeace.org/wp-content/uploads/2022/06/GPI-2022-web.pdf>



Mouvement contre le **R**acisme et pour l'**A**mitié entre les **P**euples

43 boulevard de Magenta - 75010 Paris

01 53 38 99 82 - www.mrap.fr - mrap@mrap.fr

 @MrapOfficiel  @MRAPOfficielNational

population indienne sont mis au ban de la société et menacés. Nos organisations ont documenté des atteintes majeures à l'Etat de droit et au fonctionnement libre des institutions dans le pays, ainsi qu'une véritable crise des droits humains. Ces alertes ont également été massivement relayées par la presse⁹. Pourtant, ces dérives s'avèrent souvent dissimulées, normalisées par l'Inde et ses partenaires au motif que celle-ci serait la "plus grande démocratie du monde".

Si la France et l'Inde se déclarent régulièrement « attachées aux valeurs communes que sont, les libertés fondamentales, l'Etat de droit et le respect des droits de l'Homme »¹⁰, la France doit mettre en adéquation ses paroles et ses actes en cessant de passer sous silence la véritable crise des droits humains en Inde. Les intérêts économiques et géopolitiques de notre pays ne sauraient justifier la normalisation et la banalisation de cette crise au nom de la construction d'un partenariat stratégique privilégié entre la France et le pays.

Nous appelons ainsi la France à faire preuve de responsabilité et de cohérence en annulant l'invitation du premier ministre indien en tant qu'invité d'honneur et en dénonçant publiquement les violations des droits fondamentaux, la persécution des minorités marginalisées et les discriminations croissantes documentées dans le pays, et en jouant ainsi un rôle moteur au sein de l'Union européenne afin que celle-ci enjoigne l'Inde à les faire cesser sans délai.

Nous réaffirmons également notre solidarité avec les citoyens et citoyennes, les organisations de la société civile, les syndicats et les militant.es indien.nes qui prennent des risques majeurs pour défendre les droits humains, les libertés fondamentales et la Constitution indienne.

Signataires :

- **Sophie Binet**, *Secrétaire générale de la CGT*
- **Cybèle David**, *Secrétaire nationale de l'union syndicale Solidaires*
- **Celine Meresse**, *Présidente du CRID*
- **Alice Picard**, *Porte-parole d'Attac France*
- **Claude Sarcey**, *Co-président de l'UJRE*
- **Dominique Sopo**, *Président SOS Racisme*
- **Benoît Teste**, *Secrétaire Général de la FSU*
- **Kaltoum Gachi**, *co-Présidente du MRAP*

9 Notamment éditorial du Monde « [La régression démocratique de l'Inde](#) » du 24 avril 2023 ; articles de Sophie Landrin en date du 8 mai 2023 : « [L'invitation de Narendra Modi par Emmanuel Macron au défilé du 14-Juillet, un mauvais calcul](#) » du 3 mars 2023 : « [Face aux dérives de l'Inde, le silence complice des Occidentaux](#) » et du 26 janvier 2023 : « [Inde : Narendra Modi est « directement responsable » de pogroms antimusulmans en 2002, selon un documentaire de la BBC](#) » et article de Carole Dietrich du 20 avril 2023 : « [Assassinat de Gandhi, héritage musulman : les nationalistes hindous réécrivent les manuels scolaires](#) »

Articles de Sébastien Farcis dans Libération : « [En Inde, les musulmans victimes de la politique du bulldozer](#) » du 21 avril 2022 et « [L'Inde, supposée «mère de la démocratie» à l'heure d'un virage autoritaire](#) », 18 décembre 2022

Articles de Côme Bastin pour Médiapart : « [Inde : Rahul Gandhi exclu du Parlement, le muselage des opposants franchit un cap](#) », 26 mars 2023, et article en date du 31 décembre 2022 « [En 2023, Narendra Modi veut faire de l'Inde un « gourou mondial »](#) »

Tribune de Libération : « [L'erreur du 14 Juillet : dérouler le tapis rouge à l'extrême droite indienne](#) » en date du 10 mai 2023.

¹⁰ <https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2022/05/04/declaration-conjointe-du-president-emmanuel-macron-et-du-premier-ministre-de-linde-narendra-modi>